



**PRÉFET
D'EURE-
ET-LOIR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Préfecture/Direction de la Citoyenneté
Bureau des Procédures Environnementales
mel : pref-environnement@eure-et-loir.gouv.fr

**Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PORTANT MESURES D'URGENCE
Société Coopérative Agricole d'Eure-et-Loir (SCAEL) à Bailleau-Armenonville
Code AIOT : 0010007825**

**Le Préfet d'Eure-et-Loir,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 511-1, L. 512-20, R. 512-69 et R. 512-70 ;

VU le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Hervé JONATHAN en qualité de Préfet d'Eure-et-Loir, à compter du 21 août 2023 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 101-2024 du 28 novembre 2024, portant délégation de signature au profit de Mme Agnès BONJEAN, Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir ;

VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

VU la nomenclature des installations classées annexée à l'article R. 511-9 du Code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tous autres produits organiques dégageant des poussières inflammables ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 janvier 2009 portant prescriptions pour l'exploitation de silos de stockages de céréales de la société Coopérative Agricole d'Eure-et-Loir, sur le territoire de la commune de Bailleau-Armenonville ;

VU les premiers constats effectués sur le site par l'inspection des installations classées le 16 septembre 2025 ;

VU le rapport daté du 30 septembre 2025 concernant la visite d'inspection du 16 septembre 2025 ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite en date du 16 septembre 2025, l'inspection des installations classées a constaté :

- la présence d'un fort empoussièrement au niveau de chaque étage du silo B ;
la fréquence des nettoyages n'est pas suffisante pour garantir la propreté du

silo et les opérations de nettoyage à l'aide de balais s'effectuent sans consignes particulières ;

- la réserve d'eau incendie de 180 m³ du site n'est pas correctement entretenue.

CONSIDÉRANT que l'article 13 de l'arrêté du 29 mars 2004 prévoit que « *tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler* » ;

CONSIDÉRANT que la présence de poussière, en quantité importante, peut conduire à de graves accidents (explosions) lorsque les poussières en suspension sont enflammées par une source d'énergie suffisante ;

CONSIDÉRANT que cette situation constitue un risque grave et imminent pour la santé, la sécurité publique et l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'article 26 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 janvier 2009 prévoit que « *Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche* » ;

CONSIDÉRANT que la présence de nombreuses branches obstruent l'entrée de la réserve d'eau incendie et que les abords du bassin sont envahis par de la végétation (arbustes et végétaux herbacés) de nature à dégrader la bâche d'étanchéité du-dit bassin ;

CONSIDÉRANT que le constat effectué sur place par l'inspection des installations classées le 16 septembre 2025, au sein de l'établissement situé à Bailleau-Armenonville exploité par la société Coopérative Agricole d'Eure-et-Loir est susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article L. 512-20 du Code de l'environnement et en vue de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement, le préfet peut prescrire en urgence les mesures nécessaires pour prévenir les dangers graves et imminents pour la santé, la sécurité publique ou l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il convient donc de prescrire en urgence la réalisation du nettoyage du silo B et le nettoyage de la réserve incendie ;

SUR PROPOSITION de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture d'Eure-et-loir.

ARRÊTE

ARTICLE 1 – Respect des prescriptions

La Société Coopérative Agricole d'Eure-et-Loir, dont le siège social est situé 3 Avenue Victor Hugo à Chartres (28000), exploitant une installation de stockage de céréales, sise rue de Montflube sur la commune de Bailleau-Armenonville, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour son établissement situé sur la commune de Bailleau-Armenonville.

Le présent arrêté s'applique sans préjudice des arrêtés préfectoraux antérieurs.

ARTICLE 2 : Mesures d'urgence

L'exploitant procède aux mesures suivantes dans un délai de **7 jours** à compter de la notification du présent arrêté :

1. réalisation d'un nettoyage complet de l'ensemble du silo B ;
2. réalisation d'un nettoyage et de l'entretien des abords de la réserve incendie.

ARTICLE 3 : Transmissions des documents utiles

L'exploitant transmet au Préfet d'Eure-et-Loir et au service de l'inspection des installations classées tout document ou information utile justifiant l'accomplissement des mesures prescrites par le présent arrêté.

ARTICLE 4 : Sanctions

En cas d'inexécution des dispositions du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

ARTICLE 5 : Délais et voies de recours

A – Recours contentieux

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal administratif situé 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet <http://www.telerecours.fr>.

B – Recours administratif

La présente décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

Le recours gracieux ou hiérarchique peut être exercé dans le délai de 2 mois :

- recours gracieux, adressé à M. le Préfet d'Eure-et-Loir, Direction de la Citoyenneté – place de la République – 28019 CHARTRES Cedex,
- recours hiérarchique, adressé au ministre chargé des installations classées – Direction générale de la prévention des risques – Tour Pascal A et B Tour Sequoia - 92055 La Défense CEDEX.

Tout recours (excepté le télé recours) doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

Article 6 : Notification, publicité

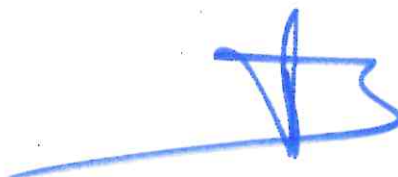
- 1) Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant
- 2) L'arrêté sera affiché en mairie de Bailleau-Armenonville pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du Maire et retourné à la préfecture – bureau des procédures environnementales par messagerie sur pref-environnement@eure-et-loir.gouv.fr
- 3) L'arrêté sera publié sur le site internet de la Préfecture d'Eure-et-Loir pendant une durée minimale de 2 mois.

ARTICLE 7 : Exécution

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir, Monsieur le Maire de Bailleau-Armenonville et Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Chartres, le **13 OCT. 2025**

Le Préfet, pour le Préfet,
la Secrétaire Générale



Agnès BONJEAN